Acheter ou transmettre un office à Auxerre (fin du xvi^e siècle – première moitié du xvii^e siècle)

Jean-Paul Desaiève

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/2262>

DOI : 10.4000/ccrh.2262

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 20 octobre 1999

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Jean-Paul Desaiève, « Acheter ou transmettre un office à Auxerre (fin du xvi^e siècle – première moitié du xvii^e siècle) », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 23 | 1999, mis en ligne le 17 janvier 2009, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/2262> ; DOI : 10.4000/ccrh.2262

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Acheter ou transmettre un office à Auxerre (fin du xvi^e siècle – première moitié du xvii^e siècle)

Jean-Paul Desaiive

Sources

- ¹ Chef-lieu d'un comté et d'un évêché, siège d'un bailliage et présidial, d'un grenier à sel, d'une prévôté, d'une lieutenance de maréchaussée, d'une juridiction consulaire, résidence d'une quinzaine de notaires royaux¹, Auxerre, ville moyenne dont la population tourne autour de 2 500 feux pendant tout l'Ancien Régime (avec de fortes fluctuations)² est par excellence une ville d'officiers moyens et par voie de conséquence de petits officiers, la présence des uns entraînant celle des autres.
- ² Les archives du bailliage d'Auxerre ne sont conservées qu'à partir de 1697 pour tout ce qui concerne les procès-verbaux de réception ou d'installation des officiers de tout rang, elles ne présentent donc qu'un intérêt « anticipatif » pour qui cherche à connaître la conjoncture de l'office pour des périodes antérieures. En revanche, les minutes notariales, systématiquement déposées aux Archives départementales, et analysées (utilement mais très partiellement) par l'archiviste Forestier³ renseignent sur divers aspects de la transmission des offices à Auxerre depuis le milieu du xvi^e siècle. Ce sont quelques-uns de ces aspects que l'on retiendra aujourd'hui, en insistant d'emblée sur le fait que ne recueillir ses informations que des seules sources notariales locales, si riches soient-elles, constitue un handicap. D'abord parce que les officiers qui s'y rencontrent un peu au hasard des liasses ou des inventaires, forment un groupe très hétérogène, groupant pêle-mêle les petits et les moyens, des sergents royaux et simples procureurs aux conseillers du roi, lieutenant général ou lieutenant criminel au bailliage et siège présidial. Ensuite parce qu'il manque à ces officiers le volet royal et parisien (notaires au

Châtelet, cour des aides, parlement) des provisions d'offices, des conflits portés en appel, des droits perçus, des augmentations de deniers improvisées par un pouvoir toujours à court d'argent. En revanche, on peut tirer parti des généalogies publiées, généalogies « bourgeoises » au sens large, qui explorent tout le spectre social depuis les vigneron et artisans urbains jusqu'aux grands lignages mêlant généralement riches marchands et officiers royaux ou seigneuriaux. Depuis une vingtaine d'années, des sociétés de généalogistes amateurs ont fait un travail remarquable en Bourgogne comme ailleurs, et l'historien a tout lieu de s'en féliciter, même si ses préoccupations sont différentes.

Types d'actes où figure l'office

- 3 Il serait certainement possible d'esquisser une typologie des actes notariés relatifs aux offices et de les classer par ordre de fréquence, mais pour qu'elle soit fiable, elle demanderait le dépouillement de plusieurs centaines ou milliers d'actes rédigés dans plusieurs études pour la même période (1550-1650 par exemple), chaque étude ayant à la fois sa clientèle spécifique et semble-t-il ses spécialités : il en est qui abondent en marchés d'ouvrages, d'autres en baux de maisons et de terres, d'autres en contrats de mariages et en testaments, sans que la localisation de l'étude dans telle ou telle paroisse paraisse déterminante. En première approximation, non validée par un dépouillement statistique, il paraît cependant qu'à Auxerre, entre 1570 et 1650, l'acte notarié le plus fréquent, concernant les offices est la procuration donnée par un officier titulaire afin de

[...] résigner et remettre son estat et office entre les mains [du roi, du chancelier ou du garde des sceaux], pour en disposer et faire expédier lettres de provision, sous le bon plaisir de Sa Majesté, au profit de [tel ou tel, précisément désigné], et non d'autre.

La formule standardisée de cette procuration, où le nom du procureur est presque toujours laissé en blanc, s'emploie aussi bien pour les offices les plus prestigieux que pour les plus humbles. Elle reproduit d'ailleurs quasiment terme à terme la procuration *ad resignandum* des bénéficiaires ecclésiastiques, sauf que celle-ci se fait entre les mains du Saint Père, de son vice chancelier etc. Il existe à la fois des résignations effectives et des résignations anticipées, en particulier dans les contrats de mariage où un père disposant d'une partie de ses biens en faveur de son fils ou de son gendre, annonce qu'il résignera son office en sa faveur, mais toujours « sous le bon plaisir de Sa Majesté », car la transmission héréditaire reste aléatoire.

- 4 Le tableau de la page suivante résume une série de procurations-résignations.

Procurations en vue de résignations d'offices

Date, références, bénéficiaire de la résignation	Type d'acte et nom des parties	Office résigné et lieu désignation du bénéficiaire	Observations
I 27.09.1595 (Arch. dép. Yonne - 3E7/101) Bénéficiaire : le fils	Contrat de mariage de Melchior Duvoigne, cons. du roi, fons. putis. au bailli d'Auxerre, (vif d'Anne Claret ?) en secondes nocces dame Anne de Verzillat, Vve. Claude Dumontou, marchand	Ledit futur pourra disposer de son estat et office de Liout particulier de icelluy bailliage à son filz (d'un ?) lui ou à autre que lui bay vouldra...	...sans que ledite future ou ses héritiers puissent rien prétendre aux deniers qui procederont du la vente et résignation dudit office
II 02.10.1607 (ADY - 3E7/21) Bénéficiaire : ...	Hélye Thieriat, marchand à Auxerre écrit son procureur pour ... résigner et remettre entre les mains de S.M. l'estat et office de rogatour à rendre nod à la poeste pte en la ville et fage d'Auxerre...	...lad. résignation faicte en faveur de Philippe Flavets marchand à Auxerre.	Pour un acte encoché du même jour, Hélye Thieriat confesse avoir reçu de Philippe Flavets 135 lt. pour la vente et résignation de cet office, dont Thieriat avait en résignation de Germain Dison, marchand, lequel Dison en avait eu lui-même procuration de François Dusemez (?), au profit duquel ledit office avait été créé en 1578.
III 11.11.1609 (ADY - 3E7/25) Bénéficiaire : le fils	Testament de M ^r Germain Lockere, cons. du roi, lieutenant général criminel au bailli, et siège présidial d'Auxerre et commissaire examinateur roiti bailli.	...Voul et entend que ses exécut et officiers de conseiller, lieutenant criminel et commissaire examinateur... soient baillies et delatées après son décès... et dds à prouver baillie sonne...	... à M ^r Germain Lockere avocat au bailliage, son filz moyennant et à la charge de payer et rapporter par lui ou la maison de la succession pour led. estat la somme de 22 000 lt.
IV 24.09.1610 (ADY - 3E7/26) Bénéficiaire : le fils	M ^r Lazare Olivier, substitut de substitut du M. le procureur général du roi en l'élection et gremier à sel d'Auxerre fait et installe son procureur pour... et au désir d'un arrêt donné contre ledit Olivier par la cour des aides de Paris... résigner et remettre entre les mains du roi ou de monsign. son chancelier...	...second office de substitut de substitut en ladite election et gremier à sel pour et au nom de M ^r Germain Symonet, fils de M ^r Claude Symonet, pourra et jouira dudit office, supplantant led. Olivier mondict aulogneur le chancelier de considérer que led. M ^r Claude et Germain Symonet sont père et fils...	Dans un acte de 19 novembre 1610 (même liasse) Germain Symonet reconnaît que Lazare Olivier lui a résigné en charge de substitut de substitut en lad. election et gremier à sel, et Lazare Olivier reconnaît avoir reçu la s. de 140 lt. à laquelle led. parties ont composé à l'amiable.

V 16.05.1623 (ADY - 3 E 7/31) Cité d'après H. Forestier, <i>Extrait analysé quant... des réserves Guarnard</i> , op. cit., p. 61 Bénéficiaire : le fils aîné	Edmée Triboule, vve de noble Germain Searat, cons. du roi, lieutenant partie, assesseur criminel au bailli d'Auxerre et les autres héritiers dudit Germain, consentent et accordent à M ^r Nicolas Searat, avocat...	...qu'il se fure pourvoir de l'état et office dudit Germain, suivant la procuration ad résignation à lui présentée par le défunt, ce présent delaisement fait moyennant la somme de 13 000 lt. en considération de ce que Nicolas est fils aîné	
VI 29.03.1631 (ADY - 3 E 14 / 171) Bénéficiaire : ...	M ^r Guillaume du Ro résigne son office de sergent royal à verge au bailliage d'Auxerre...	...au profit de M ^r Remon Roussaudet	
VII 23.04.1631 (ADY - 3 E 14 / 171) Bénéficiaire : le fils	M ^r Edme Lockere, conseiller et élu en l'élection d'Auxerre résigne son office...	...en faveur de M ^r Germain Lockere son fils et non d'autre	
VIII 11.06.1631 (ADY - 3 E 14 / 171) Bénéficiaire : le petit-fils	Noble Claude de Frumay, seigneur de la grande tourne du roi résigne son estat de receveur du domaine de S.M. au...	... bailliage et comté d'Auxerre au profit de M ^r Laurent Espagniard son petit-fils et non d'autre	
IX 15.07.1631 (ADY - 3 E 14 / 171) Bénéficiaire : ...	M ^r Laurent Lockere, cons. du roi au bailliage et siège présidial d'Auxerre... a fait et constitué son procureur (de nom en blanc) (pour) résigner et remettre au monsign. du roi et de l'élection le gavel des rocces...	...second estat et office pour entre d'icelluy bailliage le bon plaisir de S.M... disposé en nom et profit de M ^r Claude Paris, avocat au bailliage et non d'autre...	
X 05.03.1641 (ADY - 3 E 14 / 203) Bénéficiaire : la sœur	M ^r Pierre Houllot, procureur en l'élection et gremier à sel d'Auxerre, demeurant à présent à Paris vend à M ^r Nicolas Houllot son frère, procureur au bailliage d'Auxerre...	...l'estat et office de procureur en lad. election et gremier à sel dont il jouissoit... pour s'en faire pourvoir en vertu de la procuration ad résignation qu'il en a ce jourd'hui présentée...	N.B. à la date du 4 mars figure l'inventaire de sœur Dame Marie Sincronot, vve de l'ancien (ou même ?) Honor. Homme Pierre Houllot, marchand bourgeois de Paris.

<p>XI</p> <p>14.07.1642 (ADY - 3 E 7 145), d'après Forester, <i>Minutes Charnoy</i>, p. 166.</p> <p>(Voir ci-dessous, 27.09.1595 à propos de Melchior Duvoigne l'aîné).</p> <p>Bénéficiaire : le fils cadet à défaut du fils aîné</p>	<p>Constitution de procureur par Jehan Duvoigne, écuyer, Claude D., avocat, Melchior D., écuyer et Anne D., enfants de défunt Melchior Duvoigne et de Bénigne Harveard, pour rogérer S.M., dans le cas où noble Germain D., leur frère aîné, se voudrait départir de l'office de ...</p>	<p>...conseiller du roi et lieutenant, dont était tenu leur père, et avant lui noble Melchior D. son père, leur aîné, et qu'il a plu à S.M. conserver à leur famille, pour la splendeur de leur maison, sur le nom dudit Germain, leur frère aîné, d'un pouvoir Claude (l'avocat) ...</p>	<p>... qui a toutes les conditions requises... ayant été entretenu aux Lectures de études de l'intention d'exercer ledit office).</p>
<p>XII</p> <p>12.08.1652 (ADY - 3 E 6 / 444)</p> <p>Bénéficiaire : un neveu</p>	<p>M^r Pierre Guymault, sergent royal à cheval exploitant par tout le royaume de Fr. fait et constitue son procureur [le nom en blanc] pour remettre entre les mains du roi, etc... avoir charge, état et office de sergent royal...</p>	<p>... pour ses autres possessions... M^r Louis Guymault... son neveu et non d'indignes, auquel il consent estre expédié telle provision et expédition qui seront nécessaires</p>	<p>N.E. Pierre Guymault meurt peu après et les papiers de sa succession mentionnent comme héritiers ses trois neveux, Louis G. (le futur sergent) alors serviteur domestique d'un boulanger d'Auxerre ; François Bardoulat, menuisier à Clamecy et Edme Curé tisser en toile à Paroy.</p>

- 5 À première vue, on pourrait croire que l'office, à Auxerre et pendant cette période (fin xvi^e – début xvii^e), ne s'achète pas, ne se vend pas : il se transmet, le plus souvent de père à fils (dans 6 cas sur 12), ou de grand-père à petit-fils, d'oncle à neveu, de frère à frère, etc. Quelques bénéficiaires (de petits offices) ne semblent pas avoir de lien de parenté avec le résignant. À l'origine, pourtant, il a bien fallu un premier acquéreur ! Il est probable que ce type de transaction échappe le plus souvent à la compétence des notaires auxerrois : c'est le roi qui crée et vend des offices, est-ce devant ses notaires au Châtelet que la vente au premier titulaire a lieu ?
- 6 Il faut tenir compte aussi de la chronologie propre des créations d'offices. Si leur importance devient « palpable » dans les actes notariés à partir de la fin du xvi^e siècle, c'est qu'ils ont été créés massivement à cette époque, en tout cas beaucoup plus que sous le règne des avant-derniers Valois⁴ : dans les années 1562-1568, par exemple, les actes mentionnant les offices à quelque titre que ce soit sont rarissimes chez tel notaire auxerrois, bien qu'il compte nombre d'officiers parmi ses clients⁵. On voit ceux-ci passer des baux de vignes et de métairies, constituer des rentes, signer des contrats de mariage, tester, sans que leur qualité d'officiers évoque jamais la manière dont ils le sont devenus. En somme, tout se passe comme si, lorsqu'il apparaît fréquemment mentionné dans les minutes notariales, à partir des règnes de Henri III et surtout de Henri IV, l'office était entré dans les mœurs « à la génération précédente », à la fois comme moyen de promotion sociale et comme élément du patrimoine familial. Quelle est en effet la nature des actes dans lesquels il figure le plus souvent ? Après les résignations déjà mentionnées, ce sont les contrats de mariage qui comportent les indications les plus explicites et dont six tableaux, figurant en annexe, résument les principales dispositions.
- 7 Le contrat de mariage, est très classiquement l'événement qui crée ou renouvelle une alliance entre deux lignées dont l'une au moins détient un office et le transmet ou promet de le transmettre à cette occasion : les croquis généalogiques touffus qu'il faudrait joindre à chaque tableau montrent combien est dense le réseau de notables présents dès la signature du contrat, avant de l'être à la cérémonie du mariage qui le suit ordinairement le jour même ou le lendemain. Même quand un non officier épouse une fille d'officier, ou l'inverse, la parentèle des futurs compte toujours des officiers dans leur ascendance. Par exemple, Charles Foudriat, qualifié d'écuyer, seigneur de Goudeau, est fils d'Étienne, également écuyer et seigneur du même fief, mais petit-fils d'Olivier, lieutenant particulier

au bailliage d'Auxerre⁶ dont le frère aîné Palamèdes fut maître des requêtes et conseiller du roi en ses conseils d'État et privé († 1626). L'épouse de Charles lui apporte l'office de lieutenant au grenier à sel d'Auxerre (1632). Sa mère Françoise Hobelin est sœur d'un élu en l'élection...

- 8 On voit bien en même temps (pour autant que six exemples suffisent) que la transmission d'un office se fait certes à l'occasion d'un mariage et qu'elle consacre en quelque sorte l'entrée d'un homme jeune, appartenant à une bourgeoisie déjà bien en place depuis la fin du xv^e ou le début du xvi^e siècle⁷, dans le *cursus honorum* qui fera de lui un notable de plein droit. Mais on voit aussi que le contrat de mariage est souvent assorti de garanties pour le titulaire en place, qui parfois se réserve l'exercice effectif de sa charge, dont le donataire sera par conséquent investi de manière fictive : c'est le cas pour Edme Vincent (tableau II) qui en mariant son fils Antoine, avocat et licencié ès lois, promet de résigner en sa faveur sa charge de lieutenant en la prévôté, mais à condition d'en garder l'exercice ; ou encore (tableau IV) pour un procureur au bailliage et sa femme qui dans une première version du contrat de mariage de leur fils (lui aussi qualifié de procureur comme son père) promettent de le faire recevoir procureur au bailliage dans les deux ans qui suivront le mariage. Ce délai passé, le père devra se démettre de sa propre charge en faveur de son fils. Mais dans le contrat définitif, établi quelques jours plus tard, toute clause relative à l'office disparaît, le père l'a donc gardé pour lui, quitte à le résigner plus tard.
- 9 Ce sont peut-être ces transmissions anticipées qui expliquent le fait que si souvent un père et son fils, par exemple, sont désignés comme titulaires du même office, assorti des mêmes qualificatifs honorables, alors que seul le père exerce effectivement la charge en question ?
- 10 D'une manière générale, enfin, les clauses relatives à la transmission d'un office inscrites dans un contrat de mariage y tiennent peu de place au regard des articles, nombreux et détaillés, qui énumèrent la dotation en biens immobiliers que les parents des futurs leur consentent, à titre d'avancement d'hoirie ou autrement. Métairies, labourages, avec leurs bâtiments d'exploitation, sont localisés avec précision, avec leurs superficies et le montant des loyers en nature « baux à moison » que versent leurs fermiers ; une égale attention est portée aux vignes, moulins ou à la maison ou portion de maison que le jeune ménage va pouvoir occuper à Auxerre. De même, les clauses relatives aux bagues et bijoux, au douaire de l'épouse survivante, à ce que chacun des conjoints prendra par préciput au cas où il survivrait à l'autre, tout cela est énuméré avec soin, de sorte que l'office semble presque mentionné en passant... sauf en ce qui concerne son prix, qui figure assez souvent dans le contrat. L'existence de l'office se manifeste également par un autre biais, celui des livres. En effet, quand ils se marient, nos officiers fraîchement émoulus ou attendant d'être pourvus se réservent presque toujours, en cas de disparition de leur conjointe, outre les vêtements à leur usage et leur chambre garnie, leurs livres, armes et cheval de selle. Autant les armes et le ou les chevaux constituent un signe de statut social dans l'ensemble de la bourgeoisie aisée et bien sûr dans la noblesse, autant le fait d'avoir des livres et de s'en réserver l'usage constitue un signe distinctif d'appartenance au monde des gens plus ou moins « nourris aux lettres » que sont les officiers en général, les ecclésiastiques, les hommes de loi et les médecins. Les marchands, même aisés, ont peu ou n'ont pas de livres, et ne les mentionnent jamais dans leurs contrats de mariage. On note aussi chez tel procureur le souci de préserver dans l'avenir la « pratique de son estude » (mariage Claude Bourgoin 1618) ou chez un notaire et

procureur « ses nottes et pappiers concernans sa pratique de procureur et estat de notaire » (mariage de Loys Tribolle, 1564).

- 11 On retrouve ces livres dans les inventaires, mais ce serait un autre sujet que d'analyser le contenu des bibliothèques d'officiers, parfois plus que sommaires chez un procureur⁸, parfois riches de plusieurs dizaines ou même centaines d'ouvrages chez certains magistrats ou même simples avocats⁹. Le tableau ci-dessous donne les prix de certains offices, tels qu'ils sont évalués par leurs possesseurs :

Date	Nom de l'office	Prix en livres l.	Source
1593	Receveur ancien du domaine du roi à Auxerre	Cédé et transporté moyennant 350 escus sol. (1 630 l.)	Cession et transport (ADY - 3 E 6 / 337)
1599	Avocat du roi au bailliage	Cédé par Jean Naudet à son gendre pour tout lieu de propriété à la future, sa fille. La compensation prévue en cas de perte de l'office est de 200 écus (600 l.)	ADY - 3 E 7 / 18, d'après Forestier, <i>Mémoires Guimard</i> , p. 46.
1608	Un des deux offices de rapporteurs et vérificateurs des seisis et criées d'héritages au bailliage	645 l.	Contrat de vente de l'office à un praticien (ADY - 3 E 7 / 378)
1609	Etats et offices de conseiller, lieutenant criminel et commissaire examinateur	à la charge de payer et rapporter par (le résignataire) en la masse de la succession pour lesd. Etats la somme de 12 000 l.	Procuration ad resignandum (ci-dessus n° III)
1613	Conseiller du roi, lieutenant particulier, assesseur criminel au baill.	...ce présent délaissement fait moyennant la somme de 12 000 l.	Procuration (ci-dessus n° V)
1628	Offices de courtois de vins en la ville et figs. d'Auxerre	Acquis par G. Bernault, receveur des consignations au bailliage, adjudicataire et dernier enchérisseur, pour 5 000 l.	ADY - E E 7 / 36, d'après Forestier, <i>Mémoires Guimard</i> , p. 70.
1631	Lieutenant en la marchandise d'Auxerre	« Payé au Roy la somme de 341 l. 7 s. l. et 3 l. 7 s. 6 d. à quoy il a été taxé au Conseil pour jouir de la place d'archer »	L'ajuge suivi d'accoutumement (ADY - 3 E 14 / 171)
1632	Conseiller au bailliage et siège présidial	8 000 l., compris la reconnaissance et obtention de Lettres	Contrat de mariage (Annexe : tableau V)
1633	Lieutenant au grenier à sel	Le prix en passant par procuration pour la valeur de 9 000 l.	Contrat de mariage (Annexe : tableau VI)
Avant 1641	Procureur au bailliage	450 l.	Partage de M ^r Jean Richier (voir ci-après)

Le paradoxe des inventaires

- 12 Un des charmes des archives notariales auxerroises (et plus encore, s'il est possible, sénonaises) réside dans la rigueur et le soin avec lesquels sont rédigés les inventaires après décès, qui s'achèvent généralement par une analyse en apparence exhaustive des « titres, papiers et enseignements » délaissés par le ou la défunte, en fait par un couple sous le régime de la communauté. Au fur et à mesure que le notaire répertorie et classe les actes de la succession, il les marque d'une lettre par ordre alphabétique. Arrivé au terme de l'alphabet, il recommence, en accolant à chaque lettre un chiffre : D vi par exemple quand il revient pour la sixième fois à la lettre D ; M xii, pour la douzième fois à la lettre M, etc. Car il parcourt jusque quinze à vingt fois l'alphabet, en autant d'analyses d'actes dûment « cottées ».
- 13 Or, on ne peut manquer d'être intrigué par l'absence ou la quasi-absence de documents concernant l'acquisition ou la transmission des offices, dans ces chartriers familiaux si soigneusement tenus que l'on y conserve, par exemple, des liasses entières de baux à cheptel ou de menues obligations de « personnes insolvables », tombées en non-valeurs (pour quelques milliers de livres tournois quand même)¹⁰. Mais l'office, qui en vaut parfois quelques milliers¹¹, et qui semble essentiel dans la détermination du rang social de son titulaire, est quasiment passé sous silence. Les circonstances de son acquisition, par héritage ou par achat, les taxes qu'il faut acquitter pour l'obtenir et le garder ; les gages

qu'il assure ; les modalités de sa résignation éventuelle, c'est comme si tout cela n'entraînait pas en ligne de compte dans la gestion d'un patrimoine et dans les traces qui en subsistent. Prenons l'exemple des Duvoigne, dont un texte de 1642 montre combien on s'y préoccupe de conserver à tout prix la charge devenue héréditaire de lieutenant particulier au bailliage. Melchior, premier (?) titulaire de l'office et seigneur du Bréau épouse en premières noces Dame Anne Cloppet, qui meurt en 1595. Parmi les nombreux titres et papiers de leur communauté, c'est tout juste si l'on trouve un seul acte par lequel un certain Guillon, « receveur des gaiges de Messieurs les Officiers du bailliage d'Auxerre », reconnaît être dû audit Sr du Bréau pour ses gages, la somme de 121 écus sol., outre une autre somme au chiffre peu lisible. Rien sur la charge elle-même. On a plus de détails dans l'inventaire, nettement plus tardif (1656) de noble Jehan Marie, élu en l'élection d'Auxerre¹². Dans sa jeunesse, il avait été pourvu de l'office de commissaire des tailles de la paroisse de Migé et la quittance de finances (« 580 l. d'un costé et 29 l. de l'autre ») qui lui fut donnée en 1617 pour jouir de cette sinécure est archivée sous la cote G. xv de ses titres et papiers. Plus tard, il acheta l'état et office de conseiller du roi, élu en l'élection d'Auxerre, mais l'analyse du contrat (coté D. xiii) ne mentionne ni la date, ni le prix de cette acquisition autrement plus importante. Est-ce hasard, ou volonté délibérée ?

- 14 Chez beaucoup d'autres détenteurs d'offices, les inventaires successoraux restent complètement muets sur la carrière publique du défunt, alors qu'ils abondent en précisions sur leurs métairies, leurs fermages, leurs rentes, obligations et autres cédulés. C'est vrai, quelle que soit l'époque et quelle que soit l'importance de l'office : le superbe inventaire des papiers de Pascal Torynon, simple procureur au bailliage, veuf en 1568, n'apporte pas plus d'informations sur son modeste office que celui de Germaine Leclerc, veuve de Claude Symonet, procureur du roi en l'élection et grenier à sel, en 1655¹³. Même la mention du livre-journal dans lequel le défunt tenait ses comptes et gérait son patrimoine, semble ignorer la place qu'y tenait éventuellement l'office. La seule exception a été rencontrée chez un notaire de Sens, et concerne un grenetier alternatif au grenier à sel de cette ville. Il écrivait beaucoup et l'inventaire de ses titres et papiers, aussi long que détaillé, précise qu'il tenait

[u]n registre ou Journal Couvert de parchemain... en forme d'Inventaire général de tous ses Immeubles, rentes, droictz et offices à luy appartenans, Contenant 190 feuillets tous escripts de sa main, que non escripts... Dans lequel registre et inventaire... s'est trouvé un cahier de papier contenant 12 feuillets... intitulé Estât des deniers employez et utillement colloquez depuis mon mariage qui fut au mois de may (1627)¹⁴.

- 15 Comment expliquer la paradoxale absence ou l'extrême rareté des mentions de l'office dans les inventaires d'officiers auxerrois, alors qu'un au moins de leurs collègues sénonais gardait si soigneusement tous ses titres de possession et de gestion ? On ne peut invoquer la négligence, tant les autres titres et papiers sont répertoriés avec exactitude. À l'hypothèse en forme d'objection émise par Robert Descimon, touchant la nature meuble ou immeuble de l'office, variable suivant les coutumes, on peut répondre que justement les inventaires de titres et papiers ignorent cette distinction et analysent ou mentionnent pêle-mêle livres de comptes, baux de métairies et de cheptel, lots de partages, reconnaissances de rentes. Quand on connaît l'attachement des privilégiés pour leurs privilèges et les titres qui les garantissent, sans parler du secret des tractations intra familiales relatives aux alliances et aux patrimoines, le silence des inventaires au sujet des offices demeure une énigme. L'explication la plus simple pourrait être due à la fréquence, bien établie, des résignations anticipées, le titulaire d'un office transférant au

résignataire (dont nous savons qu'il est souvent un proche parent) à la fois sa charge et les titres authentiques permettant de l'exercer. Quand le père meurt, son fils est déjà en possession des actes concernant l'office dont il hérite : donc, pas de traces dans l'inventaire. Mais ne faut-il pas aussi interroger l'histoire des représentations et le sens que pouvait avoir pour un bourgeois d'Auxerre la détention d'un office ? Mettait-il sur le même plan la possession d'une maison, d'une métairie, voire de rentes foncières dûment hypothéquées et la provision (*provisio*, même racine que provisoire !) d'un office ? Le patrimoine immobilier, enraciné dans le terroir, était-il à ses yeux de même nature que l'office, création artificielle du pouvoir royal, sujette à disparaître, dangereusement soumise à son bon plaisir (les deux mots qui reviennent dans toute résignation) ?

- 16 Qu'il s'agisse bien, cependant, d'un patrimoine et que ce patrimoine ait un prix, quantité de textes en font foi. Prenons un exemple simple et caractéristique, puisqu'il s'agit d'un acte où le père, procureur au bailliage,

[...] pour se donner du Repos et descharge de quantité de mesnage par le moyen duquel Il a jusques à présent Conservé et autant qu'il a peu bonnement augmenter Les biens qu'il tient de Ses prédécesseurs & du chef de défuncte dame Claude Boursault Sa femme et... par luy acquis,

décide de partager ses biens entre ses cinq héritiers en cinq parts égales, comme il est de règle dans ce ressort coutumier¹⁵. Un croquis généalogique permet d'y voir clair :

Le partage de M^e Jehan Richer (1641)

- 17 Pour maintenir en paix ses enfants et petits-enfants, M^e Richer a donc, et notons le mot, [...] dressé un (premier) estat des biens qui luy compectent en domaines, en cinq esgalles portions, chacune évaluée 3 400 livres, compris les rapports (de ceux qui ont rapporté leurs avances d'hoirie dans la masse de la succession) et déduction faite (« moins-prise ») de ce qui a été donné à ceux de ses enfants qui ont été mariés. Les cinq portions réunies valent par conséquent 17 000 livres. Seule Bénigne, le benjamine, n'a pas été « pourueueny advantagée » de la part de son père. Elle reçoit donc, comme les autres, l'équivalent en biens fonciers de 3 400 livres. Elle épousera six ans plus tard un médecin de la faculté de Montpellier, fils d'un marchand de Toucy¹⁶. Le père se garde seulement l'usufruit de la

maison où il demeure et un autre bâtiment. Puis il procède à un second partage, toujours en cinq lots égaux, « du reste de ses bastiments, prez et rentes », évalués en tout à 15 000 livres.

- 18 Chacune des cinq parts provenant des deux partages additionnés vaut donc (3 400 + 3 000) = 6 400 livres, et le patrimoine global du procureur, 32 000 livres. Quant à l'office de procureur, en est-il question dans tout cela ? Oui, mais discrètement. Pour bénéficier du partage, nous avons vu que les enfants mariés avaient dû présenter leurs contrats de mariage et reconnaître ce qu'ils avaient reçu en dot. M^e Claude, le second fils, déclare avoir reçu à cette occasion

La somme de 850 livres, scavoir 400 livres de Joyaux baillés à sa femme et 450 livres pour son office de procureur.

Autrement dit une somme dérisoire par rapport à un patrimoine, essentiellement composé de biens fonciers (de *domaines* comme dit le père) et de rentes, un patrimoine d'ailleurs en partie hérité des ancêtres, accru de celui de l'épouse, et « bonnement augmenté par quantité de mesnage » du vieux procureur. Il n'aura pas perdu son temps et son fils aîné, Jean, avocat en 1641, deviendra vers 1650 conseiller du roi et titulaire de la charge de président au bailliage, tandis que ses deux filles feront de bons mariages, l'une avec un secrétaire de Monsieur, frère unique du roi, l'autre avec un médecin.

- 19 Ce partage paraît instructif à plusieurs égards. M^e Jehan Richer n'est pas un *self-made man*. Il dit lui-même qu'il a bénéficié d'un patrimoine hérité de ses ancêtres, accru des biens apportés par sa femme. Ces biens, elle et lui les ont fait fructifier, sans que l'on sache dans quelles proportions la gestion soigneuse des domaines et l'exercice des tâches de procureur alimentaient la trésorerie du ménage (on peut penser que les profits, en cette période d'essor des loyers de la terre et des maisons, venaient surtout des baux de domaines et de cheptel, sans parler des prêts aux villageois). Il est clair en même temps que le procureur, modeste officier lui-même, a senti que l'office était une voie d'avenir et qu'il a éduqué ses enfants dans ce but : lors du partage, un des ses fils est déjà procureur, les deux autres ont fait des études de droit et sont avocats, comme son petit-fils Pierre Deschamps.
- 20 Cet exemple illustre un phénomène général, jadis décrit par Gaston Roupnel¹⁷ : l'enrichissement matériel des aïeux précède souvent d'une ou plusieurs générations l'acquisition d'offices d'abord modestes et, en leur mettant *le pied dans l'étrier*, facilite l'ascension sociale des héritiers, à la fois acquéreurs d'offices plus prestigieux et grands accapareurs de domaines et de rentes. Les archives notariales permettent de suivre les étapes du processus.

Annexes

L'office dans le contrat de mariage

Tableau I – Mariage Tribolle-Remon(d), 1564

Date, références, noms des conjoints	Apports du futur	Autres apports des parents en faveur du futur	Apports de la future	Autres apports des parents en faveur de la future	Bagues et joyaux, douaire	En cas de dissolution si le futur survit	En cas de dissolution si la future survit
11 novembre 1564 (ADY, 3 E 6 / 324) Loys Tribolle, not. royal et procureur au baill. = Edmée Remon, fille de Girard Remon, cons. au baill.			La future hérite de ses droits paternels. Sa mère lui donne 500 l.t. et rachète pour 213 l.t. de cens et rentes dus sur la métairie appartenant pour moitié à la future	Habits selon son estat, trousseau <i>idem</i> , dettes payées, frais de la noce payés pour moitié par sa mère	Le futur <i>engeollera</i> la future « bien et honnestement ». La future sera douée de 25 l.t. de rente, rachetables de 300 l.t., <i>qu'il y ayt hoirs ou non.</i>	Outre sa chambre garnie ou 50 écus, il prendra son cheval de selle, sa montre d'argent ou 30 écus sol. et son office de notaire <i>avec ses nottes et pappiers concernans sa pratique de procureur et estat de notaire</i>	Outre sa chambre garnie ou 50 écus, elle prendra ses bagues, ceintures et joyaux <i>ou pour iceulx 80 écus</i>

Tableau II – Mariage Vincent-Le Roy, 1572

Date, références, noms des conjoints	Apports du futur	Autres apports des parents en faveur du futur	Apports de la future	Autres apports des parents en faveur de la future	Bagues et joyaux, douaire	En cas de dissolution si le futur survit	En cas de dissolution si la future survit
15 février 1572 (ADY, 3 E 6 / 327) Azhoyne Vincent, licencié es loys, avocat au bailliage d'Auxerre, fils d'Edme cons. du roi, lieutenant général en la prévôté = Barbe Le Roy, fille de François, procureur au bailliage.	Edme Vincent, cons. du roi, lieutenant général en la prévôté d'Auxerre et Jehanne Onemyn sa femme, donnent 300 l.t. à leur fils + 1 maison et des terres à Val-lan (loyer 22,3 bichets de blé + 7 bich. de rente) + 3 quartiers de vigne à Gy-l'Évêque.	Le père s'engage en outre à résigner en fav. de son fils son office de lieutenant général en la prévôté, mais il en garde l'exercice.	François Le Roy, procureur au bailliage et Germaine Graill sa femme, donnent à leur fille 600 l.t. et Barbe Chabrier, son aïeule maternelle 200 l.t. Les parents donnent en outre 18 arpents de terres à Diges (loyer 30 bichets froment et avoine) + maison et terres à Samentron (loyer 15 bichets avoine, 1 quart de pois) + 4 denrées et ½ arpent de vignes à Auxerre + 2 arpents de pré à Charbuy	Les parents <i>vestiront et habillement leur fille de robes et habillements nuptiaux et lui bailleront surpaul convenable</i>	Le futur <i>engeollera</i> la future bien et convenablement selon son estat. Il a <i>doûé</i> la future d'un douaire de 25 l.t., rachetable de 300 l.t.	Outre son lit garni et vêtements à son usage, le futur prendra ses livres, chevaux et armes ou 50 écus sol.	Outre son lit garni et vêtements à son usage, la future prendra ses bagues et joyaux ou 80 écus sol.

Tableau III – Mariage Simonnet-tribole, 1604

Date, références, noms des conjoints	Apports du futur	Autres apports des parents en faveur du futur	Apports de la future	Autres apports des parents en faveur de la future	Bagues et joyaux, douaire	En cas de dissolution si le futur survit	En cas de dissolution si la future survit
18 juillet 1604 (ADY. 3 E 7 / 22) M ^{re} François Simonnet, contrôleur pour le roi au grenier à sel d'Auxerre, fils de Claude, contrôleur pour le roi en l'élection d'A. = Claude Tribole, fille de M ^{re} Nicole Tribole, avocat au bailliage d'Auxerre	Claude Simonnet et Marie Dubroc donent à leur fils <i>lestat et office de contrôleur audict grenier a scel d'Auxerre dont ilz lont fait pourveoyr par le roy, recepvoyr par M^{re} de la cour des aydes et installer pardevant M^{re} les grenetier et contrôleur dud. Grenier...à leurs fraiz et despens</i>	Plus (lui) bailleront un moulin à blé à Collemiers paroisse d'Egleny avec terres et prés + l'habilleront d'habits nuptiaux selon son estat + l'acquitteront de toutes dettes	Nicole Tribole et Germaine Fauleau bailleront aux futurs 7 500 l.t., dont 6 000 <i>dedans la solemnité des nopces et 1 500 dedans ung an après</i> + bailleront à leur fille un trousseau et <i>seurpault</i> + l'habilleront d'habits nuptiaux selon son estat		Les père et mère du futur <i>engeolleront</i> la future de bagues et joyaux jusques à 600 l.t. La future sera douée d'un douaire de 50 l.t. de rente viagère, rachetable de 600 l.t.	Il prendra sa chambre garnie ou 150 l.t. et son cheval et armes, avec ses habits servant à son usage, ou 450 l.t.	Elle prendra sa chambre garnie ou 150 l.t. et ses habits servant à son usage, avec ses bagues, ceintures et joyaux, ou 450 l.t.

Tableau IV – Mariage Bourgoïn – Le Viste, 1618

Date, références, noms des conjoints	Apports du futur	Autres apports des parents en faveur du futur	Apports de la future	Autres apports des parents en faveur de la future	Bagues et joyaux, douaire	En cas de dissolution si le futur survit	En cas de dissolution si la future survit
23 septembre 1618 (ADY. 3 E 14 / 129) M ^{re} Claude Bourgoïn, procureur au baill. d'Auxerre, fils d'Edme, procureur au baill. = Anthoinette Le Viste, fille de feu Ogier, marchand.	M ^{re} Edme Bourgoïn, procur. au baill. et Marie Guénod donneront à leur fils 1 arpent de vigne en une pièce, lieudit, Nantesu, paroisse de Migé + 1 quartier proche ledit arpent...se réservantz <i>encor de lesd. père et mère les fruitz pour la présente année + lui bailleront 100 livres.</i>	Ils l'habilleront d'habits selon sa qualité et l'acquitteront de toutes dettes. N.B. : dans un brouillon de contrat, antérieur de qq. jours (11 sept. 1618) on lit que les père et mère du futur [se chargeront] <i>encor de faire recepvoyr par ledict bourgoïn sondict filz dans deux ans prochains procureur au bailliage d'Auxerre synon Le temps passé (de s'en) demetre a son profit.</i>	Barbe Matin, veuve d'Ogier Le Viste, marchand, donnera à sa fille pour ses droits en la succession de son père et de sa soeur la somme de 900 l.t.	La mère de la future sera tenue de l'habiller selon sa qualité et luy donner son <i>surpault</i> honneste. Mention également de la « nourriture et entretenement (de la future) par sa mère.	Le futur <i>engeollera</i> la future de joyaux <i>jusques à la somme de 150 l.t. qui seront donnez par ses père et mère.</i> Le futur <i>doue</i> la future de 100 l.t. en cas qu'il n'y ait enfants à la dissolution du mariage, et s'il y en a, le douaire cessera.	Il aura et prendra avant partage ses habillements servant à son usage, avec son lit et il prendra en outre son cheval, armes et pratique de son <i>estude</i>	Elle prendra outre ses habillements et lit, ses bagues, saintures et joyaux.

Tableau V – Mariage Prévost-Marye, 1633

Date, références, noms des conjoints	Apports du futur	Autres apports des parents en faveur du futur	Apports de la future	Autres apports des parents en faveur de la future	Bagues et joyaux, douaire	En cas de dissolution si le futur survit	En cas de dissolution si la future survit
9 janvier 1632 (ADY, 3 E 14 / 132) Jehan Prévost, cons. au baill. et siège présidial d'Auxerre, fils de feu Claude, cons. au bailliage = Jehanne Marye, fille de Nicolas, marchand	Anne de La Gogue, mère du futur, lui délaissera l'office de conseiller au bailliage et siège présidial d'Auxerre (détenu par feu son père) pour la s. de 8 000 lt., <i>compris la réception et obtention de Lectres</i>	La mère du futur l'acquittera de toutes dettes	Nicolas Marye, marchand et Germaine de La Faye donnent à leur fille la moitié (estimée 2 000 lt.) d'une maison + 1 000 lt. en deniers + 39 lt. de rente rachetables de 780 lt. + 10 lt. de rente rachetables de 200 lt. + 1 arpent de vigne en 2 pièces à Vaux + (une terre rapportant) 15 bichets de blé/an.	Ses père et mère lui bailleront habits nuptiaux et <i>surpault ou pour iceux la s. de 1 000 lt.</i> Thomas Marye et sa femme, aïeux de la future, lui baillent 175 lt. de rente, rachetables de 3 500 lt.	Le futur baille à la future bagues et joyaux pour la s. de 600 lt. Il la doue d'un douaire de 70 lt. de rente viagère rachetable de 700 lt.	Il prendra sa chambre garnie (valant 400 lt.), ses habits et en outre <i>ses livres, armes et cheval jusques à la s. de 600 lt.</i>	Elle prendra sa chambre garnie (400 lt.), ses habits et en outre ses bagues et joyaux (600 lt.)

Tableau VI – Mariage Foudriat-Richer, 1633

Date, références, noms des conjoints	Apports du futur	Autres apports des parents en faveur du futur	Apports de la future	Autres apports des parents en faveur de la future :	Bagues et joyaux, douaire	En cas de dissolution si le futur survit	En cas de dissolution si la future survit
30 janvier 1633 (ADY, 3 E 14 / 132) Charles Foudriat, écuyer, fils de feu Etienne, sgr. de Goudeau = Marie Richer, fille de Jacques, cons. du roi et lieutenant au grenier à sel d'A.	20 000 lt. d'hes au futur par M. de Champlay son oncle		Jacques Richer, cons. du roi et lieutenant au grenier à sel d'Auxerre et Jeanne Girard donnent à leur fille en avancement d'hoirie l'office de lieutenant au grenier à sel d'A. Le père en passera procuration...pour la valeur de 9 000 lt.	Ses père et mère lui donnent leur part en la terre et sgric. d'Asnus estimée 5 000 lt. + une maison à Auxerre psse. St. Mamert + une vigne à Charbuy	Le futur <i>engcollera</i> la future de 1 500 lt. et la douera d'un douaire de 150 lt. de rente, rachetable de 1 500 lt.	Ses habits et sa chambre garnie de la valeur de 800 lt. + ses livres, 2 chevaux et ses armes jusques à la s. de 1 500 lt.	(ses habits) et sa chambre garnie de 800 lt. + ses bagues et joyaux de pareille somme de 1 500 lt.

NOTES

1. Line Skórka, « Les Notaires et la Révolution à Auxerre », *Les Hommes de la Révolution dans l'Yonne*. Actes du colloque du bicentenaire, Auxerre, Comité des Sociétés savantes de l'Yonne pour le bicentenaire de la Révolution, 1991, t. I, p. 189-197.
2. Christian Sapin (dir.), *xvii^e Document d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France*. Auxerre, ministère de la Culture et de la Communication, Direction de l'architecture et du patrimoine, p. 66.
3. Henri Forestier, *Extraits analytiques des minutes déposées aux archives de l'Yonne par M^e André Guimard*, Auxerre, 1954, 544 p.
4. Sur « l'inflation du nombre des offices à l'époque moderne », voir Noël Landou, « Le Marché de l'office au xviii^e siècle dans la Haute-Marne d'après les écrits du président au présidial de Guéret, Jean-Baptiste-Alexis Chorllon », Michel Cassan, éd., *Les Officiers « moyens » à l'époque moderne*, Limoges, Pulim, 1998, 399 p., p. 63-94.
5. Par exemple : liasses du notaire Leclerc, Archives départementales de l'Yonne (ADY), 3 E 6 / 322-324 (1562-1568).
6. Etienne Meunier, « La Famille (de) Fouldriat de Coulanges-la-Vineuse et d'Auxerre », *Cahiers généalogiques de l'Yonne*, t. VIII, 1992, p. 25-46.
7. Beaucoup de dynasties d'officiers auxerrois de la seconde moitié du xvi^e siècle et du xvii^e siècle sont issues de notables de petites villes ou de bourgs ruraux : les Fouldriat viennent de Coulanges-la-Vineuse, les Le Briois d'Appoigny, les Chevalier de Clamecy, les Bargedé de Vézelay, les Regnauldin de Saint-Bris, les Thierriat de Saint-Florentin, etc. (Meunier, *op. cit.*, p. 25).
8. L'inventaire de M^e Edme Bourgoing, procureur au bailliage et siège présidial d'Auxerre, dressé à la demande de sa veuve en février 1611, est dans l'ensemble assez pauvre, et ne comprend notamment aucun tableau. À l'exception d'une *paire d'heures*, restées à portée de la main, les livres du défunt sont (depuis quand ?) entreposés au grenier et au nombre de neuf, *couverts en parchemin et prisés ensemble 40 sols*. Ce sont *Les arrestes compilez par Papon ; le Coustumier d'Aucerre ; un Recueil des Ordonnances ; le traicté de Monsr. Le Maistre touchant les criées ; le Coustumier de Bourgogne en françois ; les Institutions forenses avec Lenchiridion d'Himbert (?)*, tous deux en françois ; *le Coustumier de Paris* ; et *l'Instruction pour les advocatz faict par Saleron* (ADY – 3 E 7 / 26, 18 février 1611).
9. Dame Marie Delye, veuve de M^e Jehan Naudet, vivant avocat du roi au bailliage et siège présidial d'Auxerre, est en conflit avec (leur fils) M^e Jehan Naudet, avocat en parlement, héritier par bénéfice d'inventaire du défunt. Une transaction aboutira au partage en cinq *de la bibliothèque & livres dudict defunctz, valant en tout 258 lt.* (ADY – 3 E 14 / 151 – 16 avril 1611). Les livres ne sont pas énumérés, à l'exception d'une bible et d'un *Sintagma iuris*, mais ils devaient être nombreux, puisque leur prix global est 129 fois plus élevé que celui de la mini bibliothèque du procureur, la même année. L'inventaire de M^e Claude Fauvelet, autre avocat mais au bailliage de Sens, en 1640, comporte 121 titres distincts dont le *Malleum (sic) maleficiarum*, les *Vies* de Plutarque et la *République* de Bodin, mais aussi des *paquets de vieux livres* réunis par six ou par douze et non décrits (ADY – 3 E 22 / 338 – 16 avril 1640).
10. Inventaire de « L'esleu Marie », mentionné ci-dessous, note 14.
11. Tableau des prix, *supra*.
12. ADY – 3 E 7 / 60 (19 juin 1656).
13. Inventaire de feu Honneste femme Anne Vaussin, femme de M^e Pascal Torynon, procureur au bailliage et siège présidial d'Auxerre, 28 août 1568 (ADY – 3 E 6 / 324) ; inventaire de dame

Germaine Leclerc, veuve de feu noble Claude Symonet, vivant procureur du roy en leslection et grenier à scel d'Auxerre, 7 janvier 1655 (ADY – 3 E 6 / 448), 28.

14. Inventaire de Magdeleine de Couste, vve de feu noble homme M^e Pierre Charmeux, 12 mars 1654 (ADY – 3 E 22 / 343 bis). Au registre ci-dessus s'ajoutent *deux sacs de thaille Eticquitez Et Cottez provisions et quittances de l'office de grenetier alternatif et Moitié du triennal au Magazin a Scel de Sens...* ;

Item un autre sac de thaille pâreillement Estiqueté et Cotté... Lettres de provision Et autres pièces Concernans mon office de Conseiller au bailliage et siège de Sens ;

Item, un autre sac de thaille.. Intitulé pièces Concernans l'office de greffier des présentations di bailliage Et prévosté de Montereau... ;

Au feuillet huit dud. Journal est fait mention des droicts héréditaires de l'office de controlleur au grenier à Scel de Montereau, appartenant aud. défunct Sr. Charmeux par la succession de feu M^e Simon Charmeux son frère, controlleur alternatif avec moitié du triennal (sic) audit grenier ; quatre deniers obolle à prendre héréditairement... sur chacun minot de Sel vendu audit grenier, dont led. défunct ne jouist que de trois deniers présentement, La vefve de sondit frère Jouissant d'un denier obolle Et partant... dans les quittances de finances Et des deniers fournis pour l'acquisition des dix-huit deniers attribuez aud. office par lesd. quittances, appartient le quart audit deffunct, lesd. quittances de finances... estans demeurées es mains de dam.lle Jeanne Charmeux sa Sœur à qui les autres trois quarts appartiennent...

15. « Partage des biens de Claudine Boursault entre M^e Jean Richer & leurs Enfants », 31 octobre 1641, ADY – 3 E 7/144.

16. ADY - 3 E 7 / 150, 30 août 1647.

17. Gaston Roupnel, *La Ville et la campagne. Etude sur les populations, du Bas-Pays dijonnais dans la première moitié duXVII^e siècle*, Paris, Leroux, 1922, rééd. Paris, A. Colin, 1955, 395 p.